

À la une



communication financière **TUNIS RE**

04/09/2026

Dans le cadre du lancement de sa prochaine opération d'augmentation de capital la Société « TUNIS RE » tiendra une communication financière le Vendredi 11 septembre 2026 à 15h00 au siège de la Société 12, Avenue du Japon Montplaisir Tunis.

Cette communication sera animée par Madame Lamia Ben MAHMOUD, Directrice Générale de « Tunis Re » et portera sur :

- Les modalités et les principaux enjeux de l'opération d'augmentation de capital ;
- Les réalisations et les principaux indicateurs de Tunis Re au 30 juin 2026 ;
- Les perspectives de développement de la société ;
- Les orientations et priorités stratégiques à moyen et long terme.



Secteur de l'assurance : La FTUSA digitalise à 100 % l'inscription des experts et commissaires d'avaries

[P.03](#)

Maroc -Secteur des assurances au T2 : entre dynamisme des primes et ajustements financiers

[P.05](#)

L'Union africaine lance officiellement son agence de notation

[P.06](#)

Qatar's takaful insurers post QR335mn profit in 2025; finance companies' earnings climb 13%

[P.08](#)

'Value of reinsurance has never been more evident' as risks become more global & volatile: Munich Re

[P.09](#)

Large reinsurers expect continued softening at year-end renewals

[P.10](#)

SOMMAIRE

Secteur de l'assurance : La FTUSA digitalise à 100 % l'inscription des experts et commissaires d'avaries 03

Circulaire- Assurance décennale : l'État ordonne un recensement des chantiers publics à régulariser 03

Aviculture, céréales, assurance : l'Utap alerte sur les fragilités de la production agricole tunisienne 04

Aviculture, céréales, assurance : l'Utap alerte sur les fragilités de la production agricole tunisienne 04

CNA publishes the White Paper on Insurance in Algeria 05

Maroc- Secteur des assurances au T2 : entre dynamisme des primes et ajustements financiers 05

L'Union africaine lance officiellement son agence de notation 06

Making Africa Investable: The Quiet Role of Insurance in Africa's Growth Story 06

Le déficit de financement climatique en Afrique devient un problème de partage des risques pour les agriculteurs et les petites entreprises. 07

Kuwait: ACE Gallagher acquires UPI Brokers 08

Qatar's takaful insurers post QR335mn profit in 2025; finance companies' earnings climb %13 08

Saudi Arabia approves marine war-risk insurance pool to support trade 09

'Value of reinsurance has never been more evident' as risks become more global & volatile: Munich Re 09

Large reinsurers expect continued softening at year-end renewals 10

Marsh Re develops named-peril AI catastrophe reinsurance cover 11

TUNISIE**La Presse.tn****Secteur de l'assurance : La FTUSA digitalise à 100 % l'inscription des experts et commissaires d'avaries****05/09/2026**

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurance (FTUSA) passe à la dématérialisation totale. Depuis le 1er septembre 2026, la réception des demandes d'inscription au registre des experts d'assurance et des commissaires d'avaries s'effectue exclusivement par voie électronique.

La FTUSA précise dans un communiqué qu'aucun dossier papier ne sera désormais accepté, quelle que soit la voie administrative empruntée. La procédure se limite désormais strictement au formulaire en ligne disponible sur le site Web officiel de la fédération.

L'organisation invite l'ensemble des candidats à se conformer à ces nouvelles exigences numériques, tout en se disant disponible pour fournir toute assistance nécessaire au bon déroulement des démarches.

L'organisation invite l'ensemble des candidats à se conformer à ces nouvelles exigences numériques, tout en se disant disponible pour fournir toute assistance nécessaire au bon déroulement des démarches.

**Circulaire- Assurance décennale : l'État ordonne un recensement des chantiers publics à régulariser****08/09/2026**

La Présidence du gouvernement vient de resserrer le contrôle de l'assurance décennale dans les marchés publics de construction.

Une circulaire n°6, signée le 4 septembre 2026 et publiée le 7 septembre, ordonne notamment le recensement des projets en cours dont les procédures de conclusion du contrat d'assurance n'ont pas été achevées.

Le texte ne crée pas une nouvelle obligation. L'assurance décennale existe en Tunisie depuis les lois de 1994. Mais la circulaire montre que le problème se situe désormais moins dans le droit que dans son application effective sur les chantiers publics.

Dans les marchés publics de travaux, la réception provisoire n'est pas une simple formalité. Elle marque le moment où l'administration considère que l'ouvrage peut être réceptionné, même si certaines réserves restent à lever.

Or, pour l'assurance décennale, cette date est déterminante : c'est à partir de la réception provisoire que commence à courir le délai de dix ans, y compris lorsque la réception comporte des réserves. C'est précisément sur ce point que la circulaire devient intéressante.

Le gouvernement demande une séparation claire entre deux situations très différentes : d'un côté, des défauts ou réserves ordinaires pouvant accompagner une réception ; de l'autre, une véritable non-conformité technique au cahier des charges. Cette distinction vise explicitement, selon le texte, à éviter l'octroi d'avantages injustifiés et l'imbrication des responsabilités. Autrement dit, la Kasbah ne se contente pas de rappeler qu'il faut assurer les chantiers. Elle met aussi en garde contre la manière dont certains ouvrages peuvent être administrativement réceptionnés.

Deux verrous supplémentaires

Le premier intervient à la fin du marché. Les commissions de contrôle des marchés publics doivent vérifier systématiquement la disponibilité du contrat d'assurance décennale au moment de la clôture définitive du dossier.

Le second intervient immédiatement sur les projets déjà engagés : les organismes publics doivent identifier les chantiers en cours concernés par l'obligation et pour lesquels les procédures de conclusion du contrat ne sont pas encore achevées.

Le choix des destinataires renforce cette logique. La circulaire ne s'adresse pas uniquement aux ministres, gouverneurs et dirigeants d'établissements publics. Elle vise également les contrôleurs des dépenses publiques et les contrôleurs d'État. L'assurance décennale est donc intégrée à la chaîne de contrôle financier de l'État, et pas seulement au suivi technique des projets.

Pour chaque chantier concerné, le maître d'ouvrage doit assurer, par un contrat unique, la responsabilité des différents intervenants visés par la loi. Le contrat doit normalement être conclu avant l'ouverture du chantier.

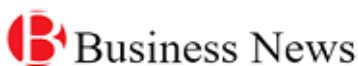
communication financière TUNIS RE

04/09/2026

Dans le cadre du lancement de sa prochaine opération d'augmentation de capital la Société « TUNIS RE » tiendra une communication financière le Vendredi 11 septembre 2026 à 15h00 au siège de la Société 12, Avenue du Japon Montplaisir Tunis.

Cette communication sera animée par Madame Lamia Ben MAHMOUD, Directrice Générale de « Tunis Re » et portera sur :

- Les modalités et les principaux enjeux de l'opération d'augmentation de capital ;
- Les réalisations et les principaux indicateurs de Tunis Re au 30 juin 2026 ;
- Les perspectives de développement de la société ;
- Les orientations et priorités stratégiques à moyen et long terme.



Aviculture, céréales, assurance : l'Utap alerte sur les fragilités de la production agricole tunisienne

08/09/2026

Entre flambée des coûts, pertes liées aux intempéries et aux coupures d'électricité, absence de stocks stratégiques et difficultés d'accès aux mécanismes de financement et d'assurance, le conseiller économique de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (Utap), Fathi Ben Khalifa, a dressé un constat particulièrement critique de la situation de plusieurs filières agricoles. De la volaille aux céréales, en passant par les fruits et légumes, il a appelé à une politique davantage anticipée, fondée sur la concertation avec les professionnels.

Pour le conseiller de l'Utap, la Tunisie dispose pourtant déjà d'un instrument permettant de limiter ces déséquilibres : le Fonds de développement de la compétitivité, alimenté par des prélèvements opérés sur les produits agricoles.

Il a affirmé que ce mécanisme disposait de ressources importantes. Au cours des cinq dernières années, les sommes accumulées, intérêts compris, auraient atteint environ 175 millions de dinars.

L'objectif n'est pas, a-t-il expliqué, de distribuer directement cet argent aux agriculteurs, mais de l'utiliser pour réguler le marché. Lorsque les prix deviennent trop faibles et que les producteurs vendent à perte, le fonds pourrait financer le stockage temporaire de la production. Celle-ci serait ensuite remise sur le marché lorsque la consommation augmente, permettant à la fois de protéger le producteur et d'éviter une envolée des prix

M. Ben Khalifa a rappelé que la Caisse d'assurance et de garantie agricole, avait connu, selon lui, une expérience concluante. Le dispositif avait été développé progressivement et disposait d'une expertise et d'une plateforme opérationnelle.

Le conseiller économique de l'Utap a noté que cette situation prive les agriculteurs d'un droit prévu par les mécanismes existants et a appelé le ministère de l'Agriculture à remettre ces dispositifs en fonctionnement.

Pour l'Utap, la priorité est désormais à l'anticipation. À travers l'ensemble de son intervention, Fathi Ben Khalifa a défendu une même ligne : la Tunisie ne peut plus gérer ses filières agricoles uniquement lorsque les crises surviennent.

La réponse, selon lui, passe par la constitution de stocks stratégiques, la réactivation des mécanismes de financement et d'assurance déjà existants, une meilleure anticipation des besoins en intrants, ainsi qu'une concertation systématique avec les organisations professionnelles avant toute décision concernant les niveaux de production.

Il a insisté également sur la nécessité de trouver un équilibre entre deux impératifs souvent présentés comme contradictoires : garantir à l'agriculteur une rémunération lui permettant de poursuivre son activité et préserver, dans le même temps, le pouvoir d'achat du consommateur.



CNA publishes the White Paper on Insurance in Algeria

09/09/2026

The National Insurance Council (CNA) has published a White Paper entitled "Insurance in Algeria: A Look Back at 1962–2022 and Future Prospects"

The document reviews the key milestones in the development of the Algerian insurance market since independence, providing an overview of the local sector, its main challenges, and its prospects for future growth.

The publication also examines the most significant institutional, regulatory, and economic developments that have shaped the industry over the past six decades.



Maroc -Secteur des assurances au T2 : entre dynamisme des primes et ajustements financiers

09/09/2026

Le deuxième trimestre 2026 confirme la résilience du secteur des assurances au Maroc, malgré un environnement économique marqué par des tensions sur les coûts, une normalisation post-pandémie et une évolution contrastée des placements financiers.

Les données publiées par l'ACAPS montrent une croissance solide des primes, un recul marqué des prestations vie, et une stabilité globale des placements, témoignant d'un secteur en phase d'ajustement.

Les entreprises d'assurances et de réassurance ont généré 17,6 Mds de DH de primes, soit une augmentation de 5,4 % par rapport au T2-2025. Cette progression confirme la solidité de la demande, tant en assurance vie qu'en assurance non-vie.

Assurance Vie : la montée en puissance des unités de compte

Les primes vie atteignent 9,37 Mds de DH (+5,2 %). La tendance la plus marquante concerne les produits en unités de compte, en hausse spectaculaire de 62,9 %, signe d'un intérêt croissant des ménages pour des supports plus dynamiques et exposés aux marchés financiers. L'épargne en dirhams reste dominante (7,64 Mds DH), tandis que les contrats décès progressent de 6,9 %.

Non-vie : une croissance régulière mais contrastée

Le segment non-vie totalise 8,25 Mds de DH(+5,6 %). L'assurance automobile demeure le premier contributeur (3,92 Mds DH), suivie des accidents corporels (1,68 Mds DH) et de la maladie (1,49 Mds DH). Certains segments affichent des performances remarquables, comme le transport (+21,2 %) et l'assistance (+13,1 %), portés par la reprise de la mobilité et du tourisme. À l'inverse, les risques techniques reculent fortement (-37,6 %), reflétant un ralentissement des grands projets industriels.

Prestations en baisse : un recul de 7 %

Les prestations et frais payés diminuent à 10,9 Mds de DH, soit une baisse de 7 % par rapport au trimestre précédent.

Assurance Vie : une chute de 20 %

Les prestations vie reculent nettement, à 5,32 Mds de DH. Cette baisse traduit une normalisation des rachats et une stabilisation des engagements des assureurs.

Assurance Non-vie : une hausse de 9,8 %

Les prestations non-vie augmentent à 5,62 Mds de DH, tirées par :

la hausse des sinistres automobiles,

l'augmentation des dépenses maladie,

la progression des indemnités liées aux accidents du travail (+14 %).

Des charges en hausse : +9,6 %

Les frais d'acquisition et de gestion atteignent 2,8 Mds de DH, en progression de 9,6 %. Cette évolution reflète :

Les placements affectés enregistrent une légère contraction de 0,4 %, traduisant une gestion prudente dans un contexte de volatilité financière.

Les résultats du T2-2026 confirment la résilience du secteur assurantiel marocain, porté par une demande soutenue et une diversification croissante des produits d'épargne.

Cependant, la hausse des charges, la baisse des prestations vie et la stabilité prudente des placements montrent que le secteur traverse une phase d'ajustement, dans un contexte économique marqué par des incertitudes et des mutations structurelles.

Afrique

ilBoursa.com

L'Union africaine lance officiellement son agence de notation

07/09/2026

Retardée à plusieurs reprises, la création d'une agence africaine de notation du crédit, initialement prévue pour le second semestre 2025, vient finalement d'être officialisée par l'Union africaine. Le lancement de l'African Credit Rating Agency est prévu le 7 octobre prochain à Maurice.

L'Union africaine (UA) a officiellement annoncé la date de lancement de sa propre agence continentale de notation de crédit. Baptisée African Credit Rating Agency (AfCRA), l'institution sera officiellement lancée le 7 octobre 2026 à Port-Louis, à Maurice, où elle aura également son siège.

L'AfCRA aura pour mission de fournir des évaluations de crédit souveraines et d'entreprises, fondées sur une analyse davantage adaptée aux réalités économiques, financières et institutionnelles africaines.

L'objectif est notamment de remédier à ce que les institutions africaines considèrent comme une perception parfois excessive du risque associé aux économies du continent et qui se traduit par une prime de risque plus élevée sur les marchés internationaux.

Réduire le coût du risque africain

La création de cette agence intervient dans un contexte de critiques croissantes à l'égard des méthodes des principales agences internationales de notation, accusées par plusieurs acteurs africains de ne pas suffisamment tenir compte des réalités économiques du continent.

Plusieurs responsables africains estiment que certaines évaluations ne prennent pas suffisamment en compte les spécificités des économies du continent, notamment leur potentiel de croissance, leurs réformes économiques et leurs progrès en matière de développement socio-économique et de gouvernance. En effet, seuls trois pays africains disposent actuellement d'une notation de qualité investissement (« investment grade »), malgré le potentiel de croissance du continent. Une étude du PNUD avait par ailleurs estimé que les particularités liées aux notations de crédit coûtaient à l'Afrique environ 75 milliards de dollars par an, entre surcoûts d'intérêts et financements auxquels les pays n'accèdent pas.

L'ambition de l'AfCRA est donc de produire des évaluations qualifiées de « contextualisées », capables de mieux intégrer les fondamentaux propres aux économies africaines.

Il ne s'agit toutefois pas, officiellement, d'attribuer de meilleures notes aux pays du continent, mais de fournir des évaluations jugées plus objectives et fondées sur leurs réalités économiques.

Une agence indépendante du pouvoir public

Le projet est piloté avec le concours du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP/APRM). Plusieurs études de faisabilité ont été menées afin d'évaluer la viabilité d'une telle institution et l'existence d'un marché pour ses services. Selon les responsables du projet, ces travaux ont conclu à l'existence d'une demande pour une agence de notation à l'échelle continentale.

L'AfCRA devrait fonctionner comme une institution indépendante, dirigée par le secteur privé, et ne devrait pas être détenue par les gouvernements africains. Cette structure vise notamment à préserver son indépendance analytique et à renforcer sa crédibilité auprès des investisseurs internationaux.

Le choix de Maurice pour accueillir le siège d'AfCRA intervient au terme d'un processus compétitif conduit par le MAEP.

Le pays a été retenu notamment pour la solidité de son cadre juridique et institutionnel, la robustesse de son secteur financier et ses standards de gouvernance et de transparence. Son statut de centre financier international constitue également un atout pour une agence appelée à renforcer les marchés de capitaux africains et la confiance des investisseurs. Le

CNBC AFRICA

Making Africa Investable: The Quiet Role of Insurance in Africa's Growth Story

04/09/2026

Africa's investment case has become increasingly difficult to ignore, with capital flowing into projects ranging from Egypt's Benban Solar Park to Google's Equiano subsea cable as the continent attracts investment into the industries that will shape its future. Yet behind many of these success stories sits a less visible question, who was willing to carry the risk in the first place?

At its simplest, insurance exists to ensure that a setback does not become a catastrophe.

Whether the policyholder is a household, a small trader or a multinational investor, its purpose remains essentially the same, to stop one adverse event from permanently destroying future opportunities. Globally, insurers hold an estimated US\$42 trillion in total assets, functioning as a proven mechanism for absorbing shocks and freeing up capital that might otherwise sit on the sidelines.

The African Experience and Opportunity

Africa's experience is no different. At the top end, Ghana's Sankofa Gas Project illustrates the multiplier effect that well-structured risk transfer can have, with a US\$500 million World Bank payment guarantee and US\$217 million in MIGA political risk insurance helping to underpin roughly US\$8 billion of foreign private investment and 1,000 MW of generation capacity.

More broadly across the continent, the African Trade & Investment Development Insurance agency has used guarantees worth US\$24.7 million to help facilitate more than US\$373 million in financing and 182 MW of renewable energy capacity across its member states, a useful point that modest amounts of risk-bearing capital can unlock pools of capital multiple times their size.

That same logic extends to the smallholder farmer and the street trader, in ways that are easy to overlook but no less significant. In East Africa, ACRE Africa's weather-index insurance now has helped over 3.1 million smallholder farmers across Africa, using satellite and weather-station data to trigger payouts in a failed rainy season. For many of these families, a bad season is not an abstraction, it has real life impacts on their livelihoods. A payout that arrives while the next planting season can still be salvaged is the difference between a hard year and a lost decade, and it is, in essence, the same principle that made Sankofa bankable, only measured in bags of maize rather than megawatts.

The 2025 Insurance Industry Reform Act is intended to grow that penetration level by broadening market access through the inclusion of micro-insurance, takaful insurance and agricultural insurance. The intent is to protect rural and underserved populations so that they too can safely contribute to the economy and their livelihoods without the significant downside risk.

The visible story of Africa's growth continues to be written in power stations, subsea cables and thriving small businesses. The less visible story, the one that insurance quietly underwrites in the background, is the confidence that allows investors to commit capital, entrepreneurs to pursue opportunities and families to keep moving forward when something inevitably goes wrong.

Le déficit de financement climatique en Afrique devient un problème de partage des risques pour les agriculteurs et les petites entreprises.

08/09/2026

Le défi du financement climatique en Afrique évolue : il ne s'agit plus seulement de savoir combien d'argent est disponible, mais aussi si ce capital est structuré de manière à être réellement utilisable par les agriculteurs et les petites entreprises.

Les discussions qui se sont tenues cette semaine à Lagos et à Kigali ont mis en lumière cet écart. Les responsables du secteur financier ont plaidé pour un recours accru au financement de l'adaptation, à l'assurance, aux garanties et aux capitaux mixtes, tandis que les investisseurs agricoles ont examiné comment transformer les énergies renouvelables et les technologies climatiques en investissements bancables. Ces discussions interviennent alors que les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires africaines sont de plus en plus exposés à la sécheresse, aux inondations, à l'instabilité énergétique et à d'autres risques climatiques, tandis que les établissements de crédit commerciaux continuent de considérer une grande partie du secteur agricole comme difficile à financer.

La réunion de Lagos, la Conférence africaine sur la finance climatique inclusive organisée par LAPO Microfinance Bank en partenariat avec le World Savings and Retail Banking Institute (WSBI), a porté sur les liens entre inclusion financière, résilience climatique, finance sensible au genre et développement des petites entreprises. À Kigali, le Forum Climate Finance Nexus, organisé par Heifer International lors du Forum africain sur les systèmes alimentaires 2026, a examiné comment les énergies renouvelables, l'agriculture, la finance et la gestion des risques pourraient être combinées pour rendre les solutions climatiques plus attractives pour les investisseurs commerciaux.

L'irrigation en est un exemple flagrant. Masha a indiqué qu'environ 6 % seulement des terres agricoles africaines sont irriguées, contre près de 37 % en Asie. Développer l'irrigation, conjugué à l'utilisation de meilleures semences, de pratiques culturales améliorées et d'une gestion optimisée des sols, pourrait réduire la dépendance des agriculteurs à l'égard de précipitations de plus en plus imprévisibles. Les implications financières sont considérables.

Monde arabe

MIDDLE EAST INSURANCE REVIEW

Kuwait: ACE Gallagher acquires UPI Brokers

10/09/2026

Regional broking group ACE Gallagher Holding has announced the acquisition of United Partners Insurance Brokers (UPI Brokers), a well-established insurance brokerage in Kuwait.

The acquisition strengthens ACE Gallagher's existing presence in Kuwait and supports the Group's strategy of expanding across its core GCC markets. Over more than three decades, UPI Brokers has built a strong reputation for serving many of Kuwait's leading business groups. The combination brings together UPI Brokers' established local relationships and market expertise with ACE Gallagher's regional capabilities, specialist resources and international reach.

"Kuwait is a strategic market for our regional growth, and this acquisition represents an important step in advancing that ambition. What distinguishes UPI Brokers is the trust and reputation it has built in Kuwait over more than three decades. By combining that strong local foundation with ACE Gallagher's regional capabilities and international reach, we are confident that we can deliver greater value, broader expertise and enhanced service to clients across Kuwait," said Mr Nagib Bahous, Chairman of ACE Gallagher Holding.

Mr Arqawi said, "After more than three decades in the Kuwaiti market, continuity and trust remain fundamental to our relationships with clients and colleagues. Joining ACE Gallagher enables us to preserve the qualities that have defined UPI Brokers while gaining access to the scale, expertise and resources required to serve our clients even more effectively. This marks an important new chapter for our business, our people and our clients."

The acquisition forms part of ACE Gallagher Holding's broader strategy to strengthen and expand its presence across key GCC markets while continuing to invest in specialist expertise, local relationships and client service.

GULF TIMES

Qatar's takaful insurers post QR335mn profit in 2025; finance companies' earnings climb %13

07/09/2026

Qatar's takaful insurance companies earned a combined QR335mn in shareholder profits in 2025, up 2.7% from the previous year, according to the Qatar Islamic Finance Report issued by Bait Al Mashura Finance Consultations.

Islamic Insurance Company recorded the sharpest profit growth in the sector, the report said, with earnings of about QR153mn, up 18.8% year-on-year (y-o-y), while Damaan Islamic Insurance Company (Beema) grew profits by 12.9%.

Over the five years to 2025, the report noted, takaful profits grew at a compound annual rate of 11.1%, with Beema posting the strongest long-run performance at 13.5%, followed by Islamic Insurance Company and Al Khaleej Takaful Insurance at 12.9% and 12.1%, respectively, while Doha Islamic Insurance's compound annual profit growth over the period stood at just 1%.

The report noted a 5.9% rise in the assets of takaful insurance companies in 2025, reaching QR4.7bn compared to QR4.4bn in 2024. Beema achieved the highest asset growth rate in 2025 at 20.3%, followed by Al Khaleej Takaful Insurance at 2.4%, then Islamic Insurance Company at 1%.

Over the period (2021–2025), the compound annual growth rate for takaful companies' assets in Qatar stood at 1.1%, with the highest compound growth recorded for Beema at 3.3%, followed by Islamic Insurance Company at 1.8% and Doha Islamic Insurance at 0.2%.

The report found that not every insurer's underwriting results kept pace with its profit line. Insurance surplus, what is left over after claims and reserves on policyholders' funds, varied sharply across the sector in 2025: Islamic Insurance Company posted the largest surplus at QR22.5mn, Beema followed with QR11.8mn, General Takaful Company recorded QR10.2mn, while Doha Islamic Insurance managed only QR78,000.

Total assets held on behalf of policyholders at Islamic takaful companies reached QR2.1bn in 2025, the report said, a 5% increase from 2024, with Beema recording the fastest growth in policyholder assets at 24.1%, while Doha Islamic Insurance's "Shamil" fund grew 10%.

Saudi Arabia approves marine war-risk insurance pool to support trade

09/09/2026

Saudi Arabia's Cabinet has approved the establishment of a national insurance pool covering war risks for cargo and vessels. The move aims to strengthening marine insurance capacity and supporting the continuity of trade and supply chains.

Finance Minister Mohammed Al-Jadaan said the pool would provide a specialized national mechanism to help the insurance market manage maritime risks through a public-private partnership. He said the initiative would enhance the market's technical readiness and expand its capacity to provide relevant insurance coverage under the frameworks and regulations approved by the Insurance Authority.

The pool is also expected to support the resilience of the national economy and strengthen Saudi Arabia's competitiveness as a global logistics hub, Al-Jadaan said.

The Saudi Reinsurance Company will lead the pool's arrangements under the supervision of the Insurance Authority, with the participation of insurance companies.

Policyholders will be able to benefit from the pool through participating insurers, subject to the approved terms and conditions.

Internationale



'Value of reinsurance has never been more evident' as risks become more global & volatile: Munich Re

06/09/2026

At the 68th annual meeting of the reinsurance industry in Monte Carlo, Munich Re, one of the world's largest reinsurance companies, underlined the importance of a resilient reinsurance sector as risks are "becoming more global and more volatile."

Munich Re describes reinsurance as society's immune system, but warns that the industry is facing an abundance of uncertainties from the changing climate, geopolitical tensions, and rapid technological development.

The reinsurer highlights the fact insurance industry losses from non-peak perils exceeded \$100 billion for the first time in 2025, as global insured losses surpassed \$100 billion for the sixth year in a row.

Alongside losses from non-peak perils such severe convective storms, wildfires, and floods, Munich Re notes the rise of heat as a driver of claims, which the firm describes as a more insidious risk.

"The consequences of heatwaves have claimed a growing number of lives in recent months. Furthermore, exceptionally high temperatures, as well as floods and other non-peak perils, are having a significant impact on infrastructure and, consequently, on supply chains. They also cause considerable damage to agriculture, healthcare systems, and to buildings and technical installations.

"Consequently, such natural hazards are shifting more and more from being primarily ecological risks to economic risks, even though it is not always easy to establish a causal link in the case of heat-related damage," said Munich Re.

As readers will be aware, the January 2025 California wildfires resulted in the greatest economic loss ever recorded for the peril at a staggering \$54 billion, while Europe was also heavily impacted by fires.

"In the current situation, reinsurers play a key role in helping better understand and assess changing risks. Furthermore, they can help with prevention and resilience, and cushion claims burdens. They thus make a pivotal contribution to economic stability and to the insurability of new and existing risks," said Munich Re.

In addition to the significant impacts of natural catastrophes, the global reinsurer warns that risks from cyber attacks and artificial intelligence require both new risk management solutions and enhanced risk coverage. In fact, studies by the company show that 89% of firms report that they do not feel adequately protected against the increasing professionalism of attackers in an ever more complex risk landscape.

Stefan Golling, Member of the Board of Management at Munich Re, underlined that "volatility is not a temporary phenomenon," which highlights the increasingly important need for a holistic understanding of risk and broad diversification, as emphasised by the reinsurer.

MONTE CARLO: Large reinsurers expect continued softening at year-end renewals

08/09/2026

MONTE CARLO, Monaco — Europe's largest reinsurers expect downward pressure on pricing to persist at upcoming renewals, particularly in property catastrophe business, but say current rates remain generally adequate and that they plan to maintain underwriting discipline as capacity increases.

Executives at Munich Re, Swiss Re, Hannover Re and Scor acknowledged during briefings at the Rendez-Vous de Septembre that the market has changed significantly since the sharp increase in pricing at the 2023 renewals, as reinsurers have rebuilt capital and limited catastrophe losses have increased available capacity.

How far prices fall at Jan. 1, though, will depend partly on catastrophe activity during the remainder of the year and the competition that develops during negotiations.

The meeting in Monaco this week, which draws thousands of underwriters, brokers and others to the tiny principality on the French Riviera for several days of back-to-back meetings, marks the traditional start of the year-end reinsurance renewal season, as reinsurers try to set the tone for the next few months of negotiations.

Further softening appears likely if no major catastrophes hit during the rest of the year, but it's too early to estimate the size of any decreases, said Stefan Golling, a member of Munich Re's board of management who oversees global clients and its North American portfolio.

Global property catastrophe rates were down about 16% for 2026 through the midyear renewals, according to Marsh Re's rate-on-line index.

The market has largely maintained profitable underwriting strategies as prices have fallen; however, there are individual segments "where we are coming closer to the edge, where maybe we also walk away from business," Mr. Golling said, pointing to U.S. liability and some property catastrophe programs where Munich Re has reduced capacity.

Munich Re anticipated a more competitive market when it developed its 2030 strategy last year, said Thomas Blunck, a Munich Re board member and chair of its reinsurance committee.

Paris-based Scor, meanwhile, sees an opportunity to expand its relatively small property catastrophe portfolio even as prices decline.

The reinsurance industry has rebuilt substantial capital since rates rose sharply three years ago, said Scor CEO Thierry Léger.

According to Aon's most recent report, global reinsurance capital stood at \$800 billion on June 30, 2026.

Most lines remain adequately priced, with U.S. casualty and cyber notable exceptions, said Jean-Paul Conoscente, CEO of property and casualty at Scor.

Scor remains underrepresented in property catastrophe reinsurance and would like to expand, provided prices do not fall too sharply, he said.

Hannover Re executives also expect prices to decline while retention levels and other terms remain relatively stable.

Most of Hannover Re's portfolio remains adequately priced despite the softening over the past year, said Sven Althoff, a member of its executive board responsible for property/casualty business. If catastrophe losses remain relatively moderate for the rest of 2026, "we can expect that there will be additional supply available for the 2027 renewals, and in this environment, we do expect that there will be further pressure on pricing," he said.

Hannover Re nevertheless expects the Jan. 1 renewals to look broadly similar to the previous two renewal cycles in terms of retentions and other terms and conditions, Mr. Althoff said.

"We are starting from a risk-adequate level," he said.

Increased capital and moderate catastrophe losses have made the market more competitive, while the underlying risks have not diminished, said Clemens Jungsthöfel, CEO of Hannover Re.

"Reliability has a price," he said. "Providing reliable protection through the cycle requires underwriting discipline, sustainable margins and appropriate terms and conditions."

"Our underwriting appetite for new liability business is almost zero," said Gianfranco Lot, chief underwriting officer of property/casualty reinsurance at Swiss Re. "We keep what we underwrite, but we don't want to enlarge our footprint in U.S. liability classes."

Swiss Re has little to no appetite for U.S. umbrella and liability business, although it remains interested in some other casualty lines, including workers compensation and personal auto, Mr. Lot said.



Marsh Re develops named-peril AI catastrophe reinsurance cover

07/09/2026

Marsh Re is developing named-peril AI catastrophe reinsurance cover ahead of the January 2027 renewals, targeting losses that could accumulate across multiple insurance lines, the reinsurance broker told The Insurer.

Anthony Cordonnier, global co-head of cyber at Marsh Re, said the product was intended to protect against defined AI-related incidents across cyber, standalone AI and potentially other portfolios. "You can have something that's quite narrow in coverage," he said, adding that the product could be "potentially quite broad in its application across different lines of business".

Cordonnier cited hallucinations, model failures and intellectual property breaches as examples of incidents relevant to the approach. The growing use of large language models could generate exposures across several classes, creating demand for protection focused on the underlying AI risk.

The structure would give insurers a way to target those exposures when considering how much additional reinsurance to purchase. Cordonnier described it as an alternative to responding to AI concerns by buying more protection across their portfolios more generally.

He pointed to the emergence of MGAs and carriers developing AI insurance products, alongside AI extensions within cyber policies, as creating a need for supporting reinsurance capacity.

"I think for us it's just to make sure that there's an insurance market and reinsurance coverage available for that type of product," he said.

Asked whether the cover had been available at the previous renewal, Cordonnier said it was new. He said the broker had been working with markets on the concept for some time and wanted to discuss it more widely ahead of the forthcoming January 1 renewal.

Capacity, participating reinsurers and detailed terms were not disclosed, and Cordonnier did not confirm whether a placement had been completed.

The development builds on Marsh Re's research into AI accumulation. In a March publication, the broker warned that AI could create new single points of failure and that some exposures extended beyond the scope of affirmative cyber policies.

Cordonnier said uncertainty over AI was also prompting cyber insurers to consider purchasing more insurance. However, he cautioned that expectations of a change in loss experience were not yet supported by a substantial body of claims evidence.

AI could accelerate attacks while also improving the speed and effectiveness of defences, leaving insurers to assess an evolving risk with limited historical experience, he said.

"The concern is there," Cordonnier said, adding that "we just want to make sure that there's a good range of solutions."